

Royaume du Maroc
Ministère de L'Intérieur
Préfecture de Salé
Commune de Salé
Direction Générale des Services
Division des travaux et d'aménagement urbain
Service bâtiments



BUDGET DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE :

ARTICLE :

PARAGRAPHE :

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX N° 28 /CS/2025

ACHAT DE PETIT MATERIEL

- COMMUNE DE SALE -

PREFECTURE DE SALE

LOT UNIQUE

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (CPS)

Marché passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises ; aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneur

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHES

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 6 PERSONNE INTERVENANT

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

ARTICLE 8: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

ARTICLE 9 : SOUS – TRAITANCE

ARTICLE 10: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX.

ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 15: ASSURANCES ET RESPONSABILITE

ARTICLE 16 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 17: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 19: RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 21 : CAS DE FORCE MAJEUR

ARTICLE 22 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 24: RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 26 : LES PERSONNES CHARGEES DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 27 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES -DEFINITION DES PRIX

ARTICLE 28 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX
N° 28/CS/2025
COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

1. Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Tel : Fax : E-mail :

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

.....

ouvert auprès

de.....

Désigné ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX

N° 28/CS/2025

COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de sous le n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

.....

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme «**ENTREPRENEUR**»

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX

N° 28/CS/2025

COMMUNE DE SALE

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444(8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention soussigné :

- Membre 1 :

Mqualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°

Registre de commerce desous le n°

Affilié à la CNSS sous n° IF n° ICE n°

Faisant éléction de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-

-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire commun RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme «**ENTREPRENEUR** »

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE PREMIER :

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

Le présent appel d'offres a pour objet la livraison des fournitures relatives à l'achat de petit matériel - Commune de Salé – Préfecture de Salé

- Le Présent marché est à lot unique.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les fournitures objet du présent appel d'offres en lot unique consistent en l'achat de petit matériel pour le compte de la commune de Salé

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix et détail estimatif ;
4. le cahier de clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'état (CCAG-T) approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016)

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics
- Dahir n°1-15-85 du 20 Ramadan 1436 (7 Juillet 2015) pris pour application de la loi Organique n°113.14 relative aux communes.

- Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.
 - La Circulaire N° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du DAHIR n° 1-56-211 du 8 Joumada I 1376 (11 Décembre 1956) relative aux garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
 - La loi 53.00 relative à la charte des petites et moyennes entreprises applicable au dahir charif n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23-07-2002) ;
 - Le décret n° 2.86.99 du 14 MARS pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A ;
 - Décret N°2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvent le cahier de clauses administratives générales applicables des travaux.
 - l'arrête du chef de gouvernement n° 3-302—15 du 15 safar 1437 (17-11-2015) fixant les règles et les conditions des prix des marches publics
 - l'arrête du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances charge du budget N° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatifs aux marches
 - Décret N°2-16-344 du 22/07/2016 fixant les délais de paiement des intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
 - Décret n° 2-19-184 du 19 chaabane 1440 (25 avril 2019) modifiant et complétant le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques;
 - La loi n 112.13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics.
 - Décret n° 1.17.451 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.
 - Les textes officiels réglementant les salaires et la main d'œuvre ;
- Les textes mentionnés ne sont pas exhaustifs, et que le marché reste soumis à l'ensemble des lois et règlements en vigueur relatives aux marchés publics.**

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum Soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 36 du Décret des marchés publics n°2-22-431

Conformément à l'article 143 du décret n°2-22-431 Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de 60 jours qui commence à courir selon le cas à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 PERSONNE INTERVENANT

Le président de la commune de sale entant que maitre d'ouvrage

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de salé.

Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

Les paiements prévus au marché seront effectués par monsieur le trésorier préfectoral de la ville de salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

La dématérialisation du nantissement aura lieu conformément aux dispositions des articles 46 et 60 de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de la ministre de l'économie et des finances, chargée du budget n 1692-23 du 4 hijja1444 (23/06/02023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les dispositions relatives à la dématérialisation du nantissement des marchés publics entrent en vigueur à compter du premier septembre 2025 conformément à l'article 60 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget n°1692-23 du 4 Hijja 1444 (23/06/2023) relatif à la dématérialisation des procédures,

des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ». De ce fait, il y a lieu de ne pas prévoir cette disposition.

Les frais d'enregistrement de l'exemplaire remis à l'entrepreneur ainsi que les frais de timbres de l'original conservé par l'Administration sont à la charge de l'entreprise.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Conformément à l'article 20 du CCAG-T, le fournisseur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer obligatoirement dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze jours (15 jours) à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché. Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'aviser la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivants la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants ;
- Les certificats de qualification relatifs à la nature des travaux à sous-traiter lorsqu'ils existent ainsi que les références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

La sous- traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations énumérées ci-après ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- 1 Poste de soudage de premier choix électronique.
- 2 Poste à souder de premier choix.
- 3 Perceuse à percussion de premier choix de puissance 800 w avec poignée auxiliaire et coffret de transport
- 4 Marteau piqueur (prise béton) de premier choix.
- 5 Meuleuse de premier choix.

ARTICLE 10: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de 01 mois

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Toutes les prolongations et diminutions du délai d'exécution doivent être précisées selon les dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures.

ARTICLE 12 : CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont unitaires, fermes et non réversibles et ils sont établis en dirhams marocains, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de

la prestation objet du marché jusqu'au lieu d'exécution de ladite prestation.

ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **1200.00 Dirhams** (mille deux cent dirhams). Elle sera restituée aux candidats après le jugement de la commission de l'ouverture des plis. Pour l'attributaire, elle lui sera restituée dès réception de la caution définitive.

le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux.

Les cautionnements peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires.

Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG TRVAUX .

Le cautionnement provisoire reste acquis dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée conformément au paragraphe 4 de l'article 43 du décret précité ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret précité;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse de recevoir l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé par l'article 142 du décret précité.

ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.

ARTICLE 15: ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

Le fournisseur doit informer le maître d'ouvrage de toute modification ou résiliation concernant les polices d'assurances prévues par le présent article sous peine de l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG-T.

ARTICLE 16: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 17: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

La livraison des fournitures objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au magasin municipal de la commune de salé - siège de la commune -prés de la gare routière avenue hassan II.

Toute livraison de fournitures doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en quatre exemplaires ce bon doit indiquer :

1-la date de livraison

2-la référence au marché

3-l'identification du fournisseur

4- l'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantité livréesetc.)

2- Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectue au magasin municipal de la commune de salé - siège de la commune- près de la gare routière avenue hassan II.

En présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les fournitures indiquées dans le marché ou entre les échantillons déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des fournitures non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des fournitures jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des fournitures refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, le fournisseur est tenu de déposer électroniquement une facture via la plateforme GID- Fournisseurs conformément à la législation en vigueur indiquant les quantités livrées, le montant total à payer.

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite de l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire indiqué au préambule du CPS (RIB 24 chiffres)..... ouvert auprès de.....

ARTICLE 19: RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif technique de ces fournitures.

A l'issue de ces opérations le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire et la réception définitive.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées par un procès-verbal de réception provisoire et définitive signé par le prestataire et les membres de la commission de réception désignés à cet effet par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8 % du montant initial du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG –Travaux.

ARTICLE 21 : CAS DE FORCE MAJEUR

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T et notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

La neige : 30cm

La pluie : 60 mm

Le vent : 60 Km/h

Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 22 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Les formalités d'enregistrement, telles qu'elles résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 28 et 162 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 24: RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics celles prévues aux articles 28,33,40, 47,48,49,50,51,52,54,58,65,67,70,79 et 80 du CCAG- travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire, sans autorisation de continuer l'activité, ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché suivant les procédures de résiliation du marché.

Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81 ,82,83et 84 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 26 : LES PERSONNES CHARGEES DE SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

- Le chef de division des travaux et d'aménagement urbain
- Le chef de service bâtiments

CHAPITRE II
SPECIFICATIONS TECHNIQUES
ET DIFINITIONS DES PRIX
ET BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

CHAPITRE II SPECIFICATIONS TECHNIQUES-DEFINITION DES PRIX ,BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 27 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES-DEFINITIONS DES PRIX

A-SPECIFICATIONS TECHNIQUES

PRIX N°1 Poste de soudage de premier choix électronique

Poste de soudage de premier choix électronique. avec commande par micro-processeur à l'électrode enrobée avec valise et accessoire pour des soudures professionnelles Soude toutes les électrodes Rutiles, Basiques sur l'acier, la fonte et l'inox jusqu'à 10 mm d'épaisseur en courant continu constante, poids plume (5 kg) et volume très réduit, Courant de soudage modulable de 10 à 250 A, Soude les électrodes de Ø 1,6 à 5 mm, intègre les aides au soudage, Hot Start : facilite l'amorçage, Anti Sticking : réduit les risques de collage de l'électrode en cas de contact avec la pièce, Arc Force : régule les écarts de longueur d'arc, Alimentation monophasée 230 V, Protégé contre les surtensions jusqu'à 400 V (PROTEC 400), Livré en valise avec câble de masse et porte-électrode.

PRIX N°2 Poste à souder de premier choix.

Poste à souder de premier choix de puissance de 2,5kw et intensité 16Ampère; Soudage à courant alternatif (AC), Réglage continu du courant de soudage. Protection thermostatique. Electrodes utilisables : rutiles. Livré avec accessoires de soudage (Masque, Cable MMQ 1.6m, Pince forte electrode 300A, Pince de masse 250A et Marteau-brosse).

PRIX N°3 Perceuse à percussion de premier choix de puissance 800w avec poignée auxiliaire et coffret de tous les accessoires

Perceuse à percussion de premier choix de puissance 800w avec poignée auxiliaire et coffret de tous les accessoires

PRIX N°4 Marteau piqueur (brise béton) de premier choix

Marteau piqueur (brise béton) de premier choix - Puissance: 1700 W,-Tension de fonctionnement: 230 V,- Force de frappe: 60 joules,- Fréquence de percussion: 1900 coups/min,- Livré en coffret métallique avec 2 burins (1 plat et 1 pointu) 15-Meuleuse de premier choix: Puissance absorbée nominale 2400 W, Régime à vide, 6500 t/min , Disque Ø230 mm, Filetage de la broche M14

PRIX N°5 Meuleuse de premier choix

Meuleuse de premier choix : Puissance absorbée nominale 2400 W, Régime à vide, 6500 t/min , Disque Ø230 mm, Filetage de la broche M14 diamètre 230mm de premier choix

PRIX N°6 Groupe électrogène essence de premier choix.

Groupe électrogène monophasé avec moteur à essence 4 temps, bride à un alternateur à 2 pôles monophasé, Démarrage avec auto-enroulement et électrique à piles, Tableau de commande avec 3 prises monophasées. Taille : Grande Taille, Puissance nominale 7HP / 3600 tpm, Max. pression 3,1kw, Source d'alimentation : Départ manuel, Tension nominale : 230 volt, Capacité du réservoir : 18 litre, Poids : 68.00 Kg

PRIX N°7 Testeur de tension CA 700 de premier choix

Multimètre Numérique Portable, Multimètre avec Sonde ACV/DC Résistance De Tension Connectivité Diode Testeur Portatif et Auto Stylo Multimètre Numérique

PRIX N°8 Cisaille à levier de premier choix

Cisaille à levier de premier choix : Longueur de lame : 125 à 200 mm, Capacité coupe profilé rond : 11 à 13 mm, Capacité coupe profilé plat : 6 mm, Type de cisaille : D'établi, Semelle pré-percée permettant une fixation sur un établi, Système d'articulation manche sur lame supérieure, Lames interchangeables en acier, Patin vertical réglable pour maintien des tôles pendant la coupe, Parties non coupantes revêtues peinture martelée.

B-DEFINITION DES PRIX

Prix n° 1 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Poste de soudage de premier choix électronique au prix N°1

Prix n° 2 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Poste à souder de premier choix au prix N°2

Prix n° 3 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Perceuse à percussion de premier choix de puissance 800w avec poignée auxiliaire et coffret de tous les accessoires au prix N°3

Prix n° 4 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Marteau piqueur (brise béton) de premier choix au prix N°4

Prix n° 5 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Meuleuse de premier choix au prix N°5

Prix n° 6 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Groupe électrogène essence de premier choix au prix N°6

Prix n° 7 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Testeur de tension CA 700 de premier choix au prix N°7

Prix n° 8 :

Ce prix rémunère la fourniture et la livraison à l'unité de Cisaille à levier de premier choix au prix N°8

N.B : Toutes dégradations ou cassure lors de la livraison reste à la charge du fournisseur pour toute la fourniture objet du marché.

ARTICLE 28

BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMAIF

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX
N° 28/CS/2025

OBJET : ACHAT DE PETIT MATERIEL
- COMMUNE DE SALE -
- PREFECTURE DE SALE -

Marché passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Arrêté le présent marché à la somme de :

PRESENTE PAR :

CHEF SERVICE

Abdellatif BENCHOUCHA
Chef de Service de Bâtiment

A SALE, LE :

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE
DE SALE :

 **Omar SENTISSI**
Président de la Commune de Sale

A SALE, LE :

VISE PAR

A SALE, LE :

CHEF DIVISION

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

A SALE, LE :

LU ET ACCEPTE PAR :
(L'Entrepreneur)

A SALE, LE :

APPROUVE PAR

A SALE, LE :